

Sortir de la crise : Analyses et propositions

Position de l'économiste (Alain Parguez août 2011)

La France est actuellement en danger mortel. Elle est très gravement victime de ce qu'il faut bien appeler la « grande peste » de la zone Euro. Le sous-emploi est très important, le chômage officiel sous-estime considérablement la situation qui touche toutes les catégories sociales. Cet effondrement du travail (la richesse humaine) va forcément de pair avec un effondrement des revenus en termes monétaire et réels, car les données officielles de l'inflation communiquées par la BCE ne sont pas crédibles. Avec des collègues américains du Levy Institute nous évaluons cette inflation à 7%. ce qui est une évaluation de la perte du pouvoir d'achat des ménages. Comme la productivité augmente la part du travail s'est effondrée (c'est le rapport du salaire réel à la productivité) et le résultat est la chute de la consommation qui entraîne l'écroulement de l'investissement et la fuite forcée vers des pays où les salaires sont à peine au niveau de subsistance ce qui permet de récupérer de la consommation tout en augmentant le taux de profit. Le pacte de stabilité et de "croissance" conduit à une réduction systématique de l'emploi public et des investissements publics pour le long terme. Les entreprises européennes abandonnent de plus en plus l'économie réelle.

On est dans cette situation désastreuse, nullement à cause de salaires trop élevés ou de manque d'épargne mais à cause de la politique de l'Etat qui a délibérément choisi (comme la plupart des autres gouvernements européens) de réduire considérablement tous ses programmes à long terme d'investissement et ce qui va de pair l'emploi public. Jouant ce rôle au moins depuis 1983 l'Etat a accéléré le passage du capitalisme de l'économie réelle vers la pure accumulation financière ce qui explique la crise. On justifie ce choix par la nécessité d'abolir les déficits publics pour sauver la valeur des obligations publiques qui constituent le gros des actifs bancaires. Ce raisonnement provient d'une erreur absolue sur le rôle des déficits publics, erreur enracinée et érigée en dogme par les règles régissant la zone Euro. Ces règles opèrent une totale privatisation des finances publiques, tout lien étant rompu entre l'Etat et sa banque centrale, l'Etat doit alors se financer comme une simple entreprise.

Si on veut maintenir l'Euro un plan radical de sauvetage s'impose :

Chaque Etat doit pouvoir faire racheter une partie de sa dette par la Banque Centrale Européenne (BCE) et à un taux faible fixe. Tout risque de défaut d'un Etat disparaît alors. La BCE par un changement de ses statuts doit devenir la « Réserve Fédérale » de l'Europe.

Ensuite il faut que les déficits publics soient la contrepartie d'une croissance à terme des investissements publics matériels (Infrastructures, Défense Nationale...) et immatériels (Education, Recherche...), de bons déficits donc, et non des déficits subis comme aujourd'hui qui traduisent la revanche des lois macro-économiques. L'Etat serait alors à la base d'une création monétaire enrichissant sa Nation et l'Europe ce qui contiendrait l'inflation.. La contrepartie de cette création monétaire par la BCE étant l'émission de bons du Trésor dont la valeur serait alors ancrée dans la création de richesse réelle.

La monnaie créée pour des dépenses productives de richesse est investie d'une véritable valeur ; ce qui est condamnable c'est la création monétaire pour soutenir les marchés financiers ou verser des revenus de charité pour le traitement social du chômage.

Position de l'ingénieur (Daniel Pichoud août 2011)

Pendant 25 ans de ma carrière professionnelle j'ai été en charge de la négociation de contrats publics avec l'industrie, contrats de recherche, de développement, d'approvisionnement et d'entretien portant sur des matériels de haute technologie destinés à nos armées et sur la base de cette expérience, je peux témoigner de l'importance du rôle de l'Etat dans l'économie. Par la suite dix années de réflexion économique m'ont persuadé de la justesse de vue des économistes Post-Keynésiens et notamment de mon ami le professeur Alain Parguez qui a enseigné à l'Université de Franche-Comté de 1978 à 2009 et dans plusieurs universités étrangères.

La conduite de grands projets, ceux qui donnent des avantages compétitifs ou permettent de réaliser les infrastructures qui font la richesse d'une nation, exigent un financement adéquat et fourni en temps utile. Il faut éviter comme ce fut le cas en 1983 les politiques de rigueur instaurées brutalement qui conduisent à stopper de nombreux projets utiles alors que les ressources humaines existent pour les réaliser.

L'intervention de l'Etat est indispensable pour que certains investissements soient effectués, c'est le cas des grandes infrastructures de transport et de télécommunications, le cas bien évidemment de l'éducation et des moyens militaires de défense. La recherche fondamentale et même appliquée et la formation professionnelle sont bien souvent oubliées par les acteurs privés qui, sauf de louables exceptions, ne financent que ce qui est assuré d'un retour rapide sur investissement. N'oublions pas l'importance des avantages technologiques et la contribution qu'ont toujours eu les investissements de l'Etat pour les faire naître.

Dans la période actuelle de « crise » les discours stigmatisant le déficit et la dette publique sont complètement absurdes et la seule règle d'or est celle déjà écrite dans notre constitution et non appliquée : « Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi ».

Certes il faut que l'Etat soit bien géré mais il faut financer les investissements utiles pour maintenir et si possible développer la richesse de la nation et disposer de la capacité de la protéger à tout le moins jusqu'à ce que le plein emploi des ressources humaines disponibles soit atteint. Les déficits publics pour financer les commandes publiques nécessaires sont de bons déficits qui doivent être acceptés et sont la condition sine qua non d'une économie capitaliste dynamique. Pour que ces déficits soient possibles dans une économie mondialisée il faut qu'ils soient assumés, dans le cadre d'un ensemble suffisamment vaste. Pour nous, Français, cet ensemble c'est l'Europe qui avec 27 pays et 500 millions d'habitants est aujourd'hui la première puissance économique mondiale. Cette Europe ne pourra continuer à compter dans l'avenir que si les pays qui la composent sont solidaires et décident de coordonner leurs plans d'investissements et de se doter des moyens de les protéger*. Le financement correspondant doit être assuré par des prêts de la Banque Centrale Européenne à un taux faible fixé par le conseil des chefs de gouvernement et le statut de la BCE modifié en conséquence. Les marchés financiers privés doivent être règlementés pour qu'ils se limitent strictement au financement des projets industriels des acteurs privés. Ils ne doivent jouer qu'un rôle marginal dans le financement des investissements publics ; ils pourraient même n'en jouer aucun. Enfin la création monétaire que ce soit au profit de l'Etat ou du secteur privé doit être limitée au financement de dépenses créatrices de richesse réelle.

* Protection du savoir-faire essentiel par un protectionnisme éclairé comme le préconisait le grand économiste [Maurice Allais](#) mais aussi mise en place de moyens militaires de défense crédibles.